

Liberté

LIBERTÉ
ART & POLITIQUE

Revue

Eugène Forsey

Volume 1, numéro 3, mai-juin 1959

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/59643ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Forsey, E. (1959). Compte rendu de [Revue]. *Liberté*, 1(3), 194–197.

Revue

N.D.L.R. — La Nouvelle Revue internationale, "revue de théorie et d'information des partis communistes et ouvriers", est publiée chaque mois à Paris. Elle est également éditée en dix-huit autres langues, ce qui lui assure une diffusion considérable. Le numéro 7 (mars 1959) de cette revue contenait un article de M. Tim Buck, intitulé: "Vers un parti ouvrier canadien?" Nous avons demandé à M. Eugène Forsey, directeur des recherches au Congrès du Travail du Canada, de commenter cet article.

L'article de M. Buck contient tant d'erreurs de fait qu'on se demande s'il vaut la peine d'en discuter. Les opinions du chef communiste au sujet du nouveau parti sont précisément celles auxquelles on s'attendrait dans les circonstances. *Ex Africa semper aliquid novi* mais d'un chef communiste, toujours la ligne politique du parti communiste, quelle qu'elle soit. Et à ce sujet, malgré les revirements innombrables du Kremlin en ce qui concerne une foule de questions, cette ligne reste toujours la même: le mouvement ouvrier canadien a tort. Chaque fois que change l'attitude politique du mouvement, aussitôt change également l'attitude du parti communiste canadien, mais en sens contraire. Commenter les opinions de M. Buck serait donc une tâche énorme et probablement sans issue. Je me contenterai de signaler quelques-unes de ses nombreuses erreurs de fait, dont plusieurs sont assez importantes pour mettre en doute la validité de ses conclusions.

Tout d'abord, les noms des grandes centrales syndicales canadiennes d'aujourd'hui et d'autrefois. Ici, il s'agit très probablement d'une mauvaise traduction, mais il n'en demeure pas moins que cela produit de la confusion. La grande centrale actuelle n'est par "le Congrès des syndicats du Canada" (C.S.C.), mais le Congrès du travail du Canada (C.T.C.). La plus grande des deux centrales antérieures n'était pas le "Congrès syndical du Canada" mais le Congrès des métiers et du travail du Canada (C.M.T.C.). Plus tard, le C.M.T.C. devint le "Congrès des syndicats du Canada" ou, plus simplement, le "Congrès des syndicats". Le lecteur étranger s'étonnera de ce que le "Congrès des syndicats du Canada", né

en 1956, et n'ayant eu que deux congrès, ait adopté "à quatre reprises des résolutions" à tel ou tel propos, ou qu'il ait "depuis trente ans" inclus telle ou telle autre à son programme!

M. Buck s'est trompé également au sujet des relations entre les deux centrales antérieures et leurs pendants aux Etats-Unis. Le Congrès canadien du travail ne fut jamais "affilié au C.I.O." d'aucune façon et le C.M.T.C., bien que beaucoup plus intimement lié à la A.F.L., ne fut jamais "affilié" à celle-ci. Quant au C.T.C. lui-même, M. Buck lui donne 100.000 membres de plus qu'il n'en possède.

En troisième lieu, le C.T.C. ne se livre pas à une "tentative de créer un parti *ouvrier* national", comme le démontre clairement la résolution citée par M. Buck lui-même: "Le Congrès considère comme une nécessité impérieuse la création d'une nouvelle force politique efficace, capable d'exprimer les intérêts des ouvriers, des *fermiers* et *groupes sociaux similaires*... un mouvement politique... englobant le mouvement ouvrier, les *organisations de fermiers*, les *professions libérales* et *autres personnalités progressistes*".

M. Buck dit que "le centre syndical national niait officiellement, jusqu'à ces derniers temps, ... la nécessité d'une organisation politique indépendante qui permette aux ouvriers de se regrouper et la nécessité d'une alliance des ouvriers et des fermiers". Ce n'est qu'une demi-vérité tout au plus car, comme l'admet M. Buck lui-même, le Congrès canadien du travail, dès 1943 (non 1942) appuyait comme "organe politique" de ses syndicats la C.C.F. (traduite, délicieusement, par "Fédération de la prospérité coopérative"!)) qui se fondait précisément sur cette alliance.

Nous lisons aussi que les sections canadiennes des syndicats internationaux "suivent la politique des syndicats américains... en se conformant aux prescriptions venues des Etats-Unis". Surtout, sans doute, en réclamant "depuis trente ans" la "nationalisation des banques" et, depuis plusieurs années, la reconnaissance de la Chine communiste, pour ne mentionner que deux items de toute une litanie qui ferait frissonner les syndiqués américains.

M. Buck souligne "la domination prolongée et sans partage qu'ont établie sur le mouvement syndical nord-américain des gens sa vantant de leur attachement au capitalisme et de leur hostilité au socialisme", ce qui est vrai pour les Etats-Unis. Mais quel chef syndical canadien du premier rang depuis trente ans se vante de son attachement au capitalisme? Et M. Buck ignore, paraît-il, que trois des quatre officiels principaux du C.T.C. sont des militants, voire des chefs de la C.C.F.

C'est, dit M. Buck, "sur les syndicats" du C.C.T. "que reposait le poids des dépenses pour la campagne électorale" de la C.C.F., ce qui étonnera à la fois la C.C.F. et les syndicats en question. Et "il n'y avait aucune différence entre les conceptions politiques de la F.P.C. (C.C.F.) et du Parti libéral", ce qui étonnera également le C.C.F. et le Parti libéral.

Ce qui étonnera probablement tout le monde et surtout le parti conservateur, c'est que, d'après M. Buck, "il y a environ vingt ans, les syndicalistes canadiens étaient, dans leur écrasante majorité, des militants actifs des deux partis bourgeois (libéral et conservateur), et que la plus grande partie d'entre eux soutenaient d'ailleurs les conservateurs". La vérité est qu'il y a trente ans, l'écrasante majorité des syndicalistes canadiens n'étaient des militants d'aucun parti; que la plupart d'entre eux ont manifestement voté pour les libéraux aux élections de 1935 et de 1940; et que les dirigeants du C.M.T.C., à cette époque la seule centrale syndicale importante, étaient presque tous des tenants du parti libéral plutôt que du parti conservateur.

Mais les chefs-d'oeuvre des erreurs de M. Buck en ce genre sont celles qu'il fait au sujet de M. Stanley Knowles. D'abord, il décerne à cet ancien pasteur protestant le titre de "R. P." et la "soutane de prêtre"; il s'étonne de ce que M. Knowles se soit présenté au Congrès "en qualité de délégué de l'Union des ouvriers imprimeurs", ignorant que M. Knowles est un ancien typographe et qu'il est toujours membre du syndicat des Typographes. De plus, M. Knowles fut élu l'un des vice-présidents exécutifs du Congrès et non "premier vice-président", poste qui n'existe pas. Il ajoute que M. Knowles "dirige à présent le comité uni C.S.C.-F.P.C." (c'est-à-dire, C.T.C. - C.C.F.) "chargé de faire campagne pour l'organisation du nouveau parti", ce qui est, d'après le savant auteur, "en contradiction avec le contenu de la résolution du congrès qui appelait (sic) à remplacer la F.P.C. par une coalition ou un parti représentatif. Ce fait illustre l'esprit de conciliation qui... prédomina au congrès parmi les partisans des conservateurs, des libéraux et de la F.P.C." La résolution "appelait (sic) à une coalition ou un parti représentatif" et non à une coalition C.T.C. - C.C.F., oui; mais ce que M. Buck passe sous silence, c'est que toutes les organisations invitées, sauf la C.C.F., ont repoussé l'initiative du C.T.C. avec le résultat que fatalement, l'organisation du nouveau parti est tombée sur le C.T.C. et la C.C.F. Quant à "l'esprit de conciliation" entre les vieux partis et la C.C.F. au congrès de 1958, c'est un non-sens, sauf pour ceux qui, comme M. Buck, considèrent que tout parti social-démocrate n'est qu'un parti capitaliste plus ou moins déguisé.

M. Buck constate que "les membres de l'organe exécutif du C.T.C. et les dirigeants de la F.P.C. n'ont pas fait savoir quelles structures ils entendaient donner au nouveau parti". Parfaitement; et pour une raison que M. Buck ne comprendra jamais: à savoir que le C.T.C. et la C.C.F. sont, tous les deux, des organisations démocratiques. Ce ne sont pas les dirigeants qui donneront une structure (ou un programme) au nouveau parti; ce sont les membres des syndicats et des sections du parti C.C.F. (et de toute autre organisation prête à y collaborer) à travers le pays qui en décideront, et ils sont en train de le faire. Voilà la différence décisive entre le nouveau parti démocratique qui naît et le vieux parti dictatorial de M. Buck.

Eugène FORSEY

Ls-Laurent HARDY

*Brève histoire
du syndicalisme ouvrier
au Canada*

En vente dans toutes les librairies: \$1.00

LES ÉDITIONS DE L'HEXAGONE

C. P. 31, Station N, Montréal, P.Q.